

Willy Diméglio

**La Méditerranée
enjeu majeur du XXI^e siècle**

"La Méditerranée appartiendra à un seul maître, tombera sous l'hégémonie d'une puissance dominante qui poussera ses avantages dans toutes les directions ou sera le théâtre d'un conflit permanent."

L'Amiral américain Alfred Mahan, 1902

La Méditerranée créatrice : "c'est un appel à faire longuement rêver ceux qui, ordinairement, n'ont pas de songes, de plonger dans l'actualité, ceux dans l'esprit desquels prévalent les jeux perdus du sommeil"...comme le disait René Char.

Thierry Fabre

"Lorsque je contemple la Méditerranée tourmentée d'aujourd'hui, j'ai constamment envie, pour me consoler, pour continuer à espérer, de revenir en pensée à cet âge d'or de l'Andalousie, et je me mets à rêver. A rêver, par exemple, d'un Proche-Orient où musulmans, chrétiens et juifs s'inspireraient de l'exemple andalou pour se lancer dans une expérience de vie commune. Pas seulement pour arrêter de s'entre-tuer ou pour conclure des paix froides, mais pour ouvrir toutes les frontières, pour laisser passer librement les hommes, les marchandises, les idées, et pour aller bien au-delà encore, vers une forme d'union étroite à laquelle chacun apporterait ses ressources, ses compétences, ses amitiés planétaires. Je me mets aussi à rêver d'une Méditerranée qui ne serait plus, comme aujourd'hui, frontière entre Nord et Sud, frontière entre Orient et Occident, mais d'une Méditerranée qui deviendrait la gigantesque passerelle dont notre monde déboussolé a cruellement besoin..."

Amin Maalouf

Magique !

La Méditerranée est un lieu magique où l'esprit et la matière se sont rencontrés pour quelques-unes des plus belles aventures humaines, des plus terribles aussi parfois. «La Méditerranée est un très beau carrefour. Depuis des millénaires, tout a conflué vers elle, brouillant, enrichissant son histoire» écrivait Braudel.

La Méditerranée est un mot magique. Dès qu'il est prononcé, monte en nous une formidable bouffée affective où s'entrechoquent des images d'étapes de notre vie, de notre temps, des images qui touchent aux paysages, à l'histoire, aux arts et lettres, aux sciences, aux civilisations, aux religions.

La Méditerranée est un concept magique. Il peut aisément se conjuguer à tous les temps.

Au passé, nous avons coutume d'égrener le chapelet de ses trophées : «berceau du monde», «berceau des religions», «berceau des arts, des lettres et des sciences»... Nous sommes intarissables sur «ses multiples splendeurs», Athènes, Rome, Alexandrie, Grenade, Venise, Carthage..., les Phéniciens, les Carthaginois, El Andalous, la Renaissance ..., nous avons la nostalgie de notre berceau, d'autant plus que le temps et notre imagination embellissent et colorent toutes nos images.

Seules la pondération et la sagesse de Predag Matvejevitch peuvent nous ramener à plus de mesure. «La patrie des mythes, dit-il, a souffert des mythologies qu'elle a elle-même engendrées ou que d'autres ont nourries.

L'espace riche d'histoires a été victime de toutes sortes d'historicismes. La tendance à confondre la représentation de la réalité avec cette réalité se perpétue, l'image de la Méditerranée et la Méditerranée elle-même s'identifie rarement».

Au présent, l'exercice est plus délicat.

Comment échapper à l'aspect mer bleue, soleil, vacances, douceur de vivre ? Mais sous ses allures de diva, elle souffre. A regarder de plus près, on constate qu'elle porte de multiples blessures. Les attentats, les conflits, ont tendance à la défigurer.

Cette mer charrie du pétrole, des marchandises, des touristes, mais aussi des armes, du sang, de la misère, des pollutions, des désillusions. Et comment échapper aux brûlures de l'histoire pour aborder le sujet avec sérénité ?

Au futur, l'exercice devient périlleux et passionnant. Périlleux, parce qu'en Méditerranée plus qu'ailleurs, les comportements sont contradictoires, les mots n'ont pas la même signification ici ou là, parce que les problèmes sont complexes, les logiques d'acteurs pas toujours perceptibles, les intérêts en jeu majeurs et conflictuels.

Passionnant, parce que l'aventure de la Méditerranée se poursuit. Nul ne peut savoir quelle place lui est réservée dans un monde en gestation, dans ce monde du XXI^e siècle qui, peu à peu, commence à laisser apparaître ses lignes de force et de faiblesse.

Le champ des interrogations est largement ouvert et les hypothèses de travail multiples pour dessiner son avenir.

- Ses fiançailles avec l'Europe déboucheront-elles sur un mariage ?
- Préférera-t-elle répondre aux avances des États-Unis?
- Tendra-t-elle l'oreille vers les sirènes qui lui viennent de la Chine et de la Russie ?

- Se laissera-t-elle entraîner par le rêve d'un ensemble musulman de Casablanca à Djakarta ?

- Son avenir peut-il résider dans la construction d'un axe Brésil-Afrique-monde Arabe-Inde ?

- Sera-t-elle abusée par tous et finalement livrée à elle-même et marginalisée ?

Le jeu est ouvert, les dés roulent. Il faut jouer et miser. Ma conviction est établie. Seule la construction, et maintenant dans les meilleurs délais, d'un ensemble euro-méditerranéen fondé sur le partage, permettra à l'Europe et à la Méditerranée de jouer un rôle majeur dans le monde qui se met en place. Un échec, quelles que soient les solutions de substitution, les condamnerait toutes deux à la marginalisation.

J'ai consacré, avec enthousiasme, une grande partie de ma vie, à tenter d'apprendre à penser «la Méditerranée» dans sa complexité, de discerner ses métamorphoses, de décrypter ses moindres messages pour essayer d'imaginer le futur le plus valorisant pour cet ensemble parfois insaisissable.

Sans relâche, de recherches personnelles en travaux parlementaires, de séminaires en rencontres à Paris, Athènes, Rome, Alexandrie, Jérusalem, Damas, Madrid, Tunis, Alger, Rabat, Istanbul, Bruxelles et Barcelone..., j'ai toujours tout mis en œuvre pour enrichir mes connaissances, déceler les attentes ou les frustrations, avec le souci constant de déboucher sur des analyses sérieuses et des propositions concrètes.

Je les ai ensuite exposées, défendues dans des réunions internationales, à la tribune de l'Assemblée Nationale, dans des conférences, à l'invitation d'associations professionnelles, de clubs services, dans des universités, en organisant des colloques avec des personnalités du monde politique,

économique, universitaire, de la société civile, en produisant des notes, des études, des rapports. Le champ des interrogations reste largement ouvert et les hypothèses de travail toujours multiples.

J'ai tenu à faire partager en permanence mes réflexions aux membres de ma famille politique et à toutes celles et tous ceux qui ont montré une curiosité, un intérêt pour ce sujet.

Certains de mes amis m'ont demandé de faire revivre cet engagement et de continuer à le nourrir.

En vous livrant l'essentiel de mes interventions publiques, en vous faisant partager les réflexions de personnalités, des notes de travail, rapports, articles de presse, points de vue accumulés jusqu'à ce jour sur ce dossier qui occupe plus que jamais le cœur de l'actualité, je crois pouvoir leur dire «mission accomplie».

Merci à eux

...

Conférence internationale d'Athènes - 9 avril 1992

Intervention du député Willy Diméglio représentant la France
«7 réflexions et propositions pour notre mer»

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs,

Mon intervention se limitera à vous faire part de sept réflexions et à formuler autant de propositions.

1ère réflexion : la Méditerranée est une

- Les relations Europe-Méditerranée ne se ramènent pas à un dialogue Nord-Sud.

- Car on n'est pas riverain de la Méditerranée comme on est riverain de l'Atlantique.
- Car on n'appartient pas au Nord ou au Sud de la Méditerranée comme on appartient au Nord et au Sud de la planète.
- Le dialogue Nord-Sud correspond quasi-essentiellement à des flux de rééchelonnement de dettes.
- En Méditerranée, la proximité qui lie les riverains, rend non seulement possible les flux financiers, mais aussi et surtout la mobilité des populations, le partenariat économique et industriel, tout cela sur un fond de cultures partagées.
- Enfin cette proximité nous lie directement quant à la préservation de notre environnement et au maintien de notre sécurité.

2e réflexion : la Méditerranée est une, mais elle est divisible

- La ligne de partage de la Méditerranée n'est pas tant orientée Nord-Sud, qu'Est-Ouest.
- Il y a en fait deux bassins : l'un oriental, du Machrek aux Balkans, l'autre occidental le Maghreb et l'Europe latine.
- Dans le bassin oriental, c'est dans l'héritage de huit siècles d'histoire que se posent au Sud comme au Nord des problèmes comparables quant au développement. Les niveaux de développement ne connaissent pas de trop forts déséquilibres, l'Etat joue traditionnellement un rôle essentiel.
- Dans le bassin occidental au contraire, la question du développement trace une ligne de partage très nette entre la CEE au Nord et l'UMA au Sud.
- Un projet Euro-Méditerranéen crédible et réaliste ne pourra se faire qu'en tenant compte de cette double personnalité.
- La Méditerranée ne peut se satisfaire d'un prêt-à-porter pour son ensemble, elle a besoin d'un cousu main en deux pièces personnalisées.

3e réflexion : L'Europe doit devenir bigame dans la clarté !

- Il est normal que l'Europe pense à son approfondissement et à son élargissement.

- Il est normal que l'Europe se donne une dimension alpine et scandinave.
- Il est normal que l'Europe regarde avec attendrissement vers l'Est.
- Mais l'Europe ne peut se contenter de «quelques attentions chiffrées pour le Sud».
- Il faut à l'Europe une politique méditerranéenne, volontaire, dynamique et il appartient en la matière, à la France, à l'Espagne, à l'Italie, au Portugal et à la Grèce de prendre des initiatives.
- Et d'abord, il faut que l'Europe émette en direction de la Méditerranée, un signal clair, compréhensible pour tous. L'Europe veut-elle faire de la Méditerranée, une frontière ? Une simple zone périphérique ? Une zone de libre-échange ? Une zone avec un accord d'association ?
- L'intensification des flux migratoires des rives du Sud, vers celles du Nord, comme les menaces de déstabilisation au Maghreb, nous commandent de faire de la Méditerranée une de nos priorités. Si nous ne faisons rien ou si nous le faisons mal, nous payerons tôt ou tard le coût du non développement. Le prix ne sera pas seulement différé, il sera aussi aggravé par la montée du désespoir et des extrémismes sur les deux rives.

4e réflexion : **une politique de co-développement et non plus d'assistance**

- L'avenir surtout en Méditerranée occidentale est au co-développement. Le co-développement diffère du développement unilatéral : des riches aux pauvres, qui existe au niveau mondial.
- Le co-développement suppose des co-responsabilités.
- Le problème n'est plus seulement de faire du commerce et des échanges, mais de participer au développement industriel et technologique dans le cadre d'un partenariat souhaité.
- Nous devons non seulement favoriser les projets Nord-Sud mais également Sud-Nord et Sud-Sud.

5^e réflexion : il faut à la Méditerranée des institutions et des organismes spécifiques

- Au-delà de la proposition de nos amis Espagnols et Italiens sur la mise en place du CSCM (Conseil de Sécurité et de Coopération en Méditerranée), il faut rapidement mettre en place des institutions et organismes spécifiques.

- Pour la Méditerranée occidentale, nous préconisons :

- un Conseil de la Méditerranée Occidentale (COMO) réunissant des élus du Maghreb et de l'Europe latine,

- Un Conseil Economique et Social,

- Une institution financière capable de recueillir de l'épargne sur le plan international et de la redistribuer dans la région.

- Une institution monétaire,

- Des organismes communs touchant aux secteurs universitaires, des télécommunications, de l'environnement, de la recherche...

6^e réflexion : il faut régler le problème des dépendances et des tensions alimentaires

- La semoule est un facteur essentiel de l'équilibre méditerranéen, nous devons nous interroger. La CEE, le plus gros producteur, subventionne les exportations de blé vers le Maghreb. Celui-ci a abandonné la céréaliculture et s'est reconverti dans les agrumes, ce qui en 1996 avec l'entrée définitive de l'Espagne et du Portugal dans la CEE posera de grandes difficultés.

Au moment où l'Europe réduit ses productions, certains riverains importent du blé d'autres parties du monde.

En définitive, il nous coûte d'exporter des céréales et il nous coûte d'importer des agrumes. Il faut avoir le courage d'aborder ces problèmes de front. Mettons-nous autour d'une table, parlons-en.

7^e réflexion : «la nouvelle donne mondiale : une chance pour la Méditerranée»

A un moment où le monde subit une accélération et une transformation de l'économique, du politique et du social, la Méditerranée peut retrouver une chance dans cette nouvelle donne.

Au-delà des facteurs conventionnels de production, terres, matières premières, travail physique, capital, les nouveaux facteurs de richesse s'appellent savoir, information, champs de données, organisation.

La division technique du travail est de plus en plus supplantée par des formes d'organisations plus souples éclatant les hiérarchies et nécessitant les systèmes de communications évolués entre équipes de travail plus autonomes.

Cette évolution déjà en cours dans les grandes organisations mondiales va se généraliser et paraît plus compatible avec la culture méditerranéenne, dans la mesure où elle réhabilite le symbolique, la créativité individuelle et la communication.

Pour pouvoir bénéficier de cette autonomie, l'homme méditerranéen et son entreprise devront maîtriser le savoir de base et le savoir technique. Il existe cependant un risque que des tendances à la fermeture, justifiées précisément par un désir d'indépendance et d'autonomie mal comprises, retardent cette évolution.

La solution réside dans une nécessaire ouverture pour mieux interpréter les nouvelles dynamiques économiques. Elle réside aussi dans des transferts judicieux des ressources intellectuelles et matérielles de l'Europe.

Il existe donc bien autour de la Méditerranée des complémentarités de ressources et d'aptitudes qui augurent d'échanges profitables pour l'ensemble. Ce sont donc les marchands qui aujourd'hui, comme hier, feront la Méditerranée. Si ces marchands contribuent à échanger les matières premières, les produits agricoles et industriels, les services entre pays méditerranéens, ils consolident la cohérence de cette zone. Ces échanges spécialiseront les régions et pays sur la base d'une logique méditerranéenne.

De cette interdépendance économique pourra naître une solidarité plus large.

- Par contre le processus d'éclatement du monde méditerranéen sera achevé, si l'espace de référence des activités marchandes devient pour l'essentiel extérieur à cette zone géographique. Alors chaque région ou pays assumera des fonctions économiques dont la cohérence d'ensemble sera à rechercher à l'extérieur du bassin.
- En termes économiques, le dommage ne sera sans doute pas considérable car cela prouvera simplement que les lois du marché mondial ont conduit les régions et les pays méditerranéens à des spécialisations qui prennent leur sens dans l'ensemble du système international. Sur le plan humain, par contre, les conséquences seront plus dommageables.
- Ce serait alors la fin d'une histoire, d'une culture, d'un patrimoine ; notre souhait le plus cher, c'est que ce berceau de la civilisation qu'est la Méditerranée, puisse vivre une nouvelle renaissance harmonieuse et heureuse.

Réunir pour avancer

Un groupe parlementaire

Pour faire avancer efficacement cette idée de partenariat Euro-méditerranéen et pour pousser nos dirigeants à s'impliquer avec plus de détermination dans ce processus, dès 1986 j'avais constitué à l'Assemblée Nationale un groupe d'études sur l'avenir du bassin méditerranéen. L'objectif était de regrouper les compétences de parlementaires de tous horizons autour d'un seul sujet «la Méditerranée». Cela avait aussi comme effet recherché, de donner un maximum de résonance à nos propositions, par le canal de la tribune à l'Assemblée, de travaux en commission, de débats, de relais dans nos circonscriptions, et bien sûr, par celui des médias.

Cela devait également permettre de faire monter en puissance un vecteur qui me paraissait essentiel, celui des régions et des collectivités locales.

S'il était important que l'Europe tourne son regard vers le Sud, il était indispensable qu'elle s'intéresse à «son Sud», il était tout aussi évident que

L'Europe devra se repenser au Sud

Fondation Konrad Adenauer, le 19 décembre 1995, Paris

Intervention de Willy Diméglio, Député de l'Hérault

L'Europe est enlisée dans les douloureux problèmes du quotidien

Le nez dans le guidon, le corps crispé, l'Europe tente de se faufiler entre les obstacles qui se présentent au niveau de sa roue avant :

- une difficile réforme institutionnelle,
- une délicate gestion d'un terrain économique et financier complexe,
- une périlleuse situation sociale avec 20 millions de chômeurs et 50 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté,
- une douloureuse interrogation sur l'avenir des 100 millions d'hommes et de femmes qui, à l'Est, après avoir retrouvé la liberté dont nous les avons privés par notre faiblesse, avaient fondé leurs espoirs sur une générosité non calculée. Ils avaient imaginé que, comme eux, nous pensions que Prague, Varsovie, Budapest, c'était aussi l'Europe.

Nul ne conteste la gravité de ces difficultés, ni l'urgence des décisions à prendre pour prévenir les tensions, les fêlures ou les cassures qui s'annoncent, si ces attentes ne sont pas relevées avec détermination et vigueur.

Il faut qu'elle regarde plus loin, plus haut et ailleurs

Ces énormes problèmes que l'Europe rencontre aujourd'hui l'absorbent complètement au point de ne plus avoir l'énergie nécessaire pour voir plus loin, plus haut et ailleurs, et de ne pas mesurer dans le cadre de la mondialisation-régionalisation l'impérieuse nécessité face à l'ALENA, au MERCOSUR, à l'APEC ou à l'ASEAN de gérer sa périphérie et de générer des ensembles. Et quand certains hommes politiques trouvent malgré tout la force nécessaire pour s'y essayer, ils se retrouvent souvent désemparés par la complexité d'un sujet où les logiques d'acteurs sont nombreuses, contradictoires et parfois incompréhensibles.

Quatre points sensibles méritent une attention particulière :

- La Russie d'abord, comment l'ignorer ? Comment ne pas admettre qu'elle est exposée à tous les dangers ; qu'ignorée, marginalisée, rongée par des humiliations et des ambitions rentrées ses convulsions se feraient durement sentir en Europe centrale, au Moyen-Orient et en Asie.

- La Turquie ensuite, elle est indéniablement une des clefs du développement du Moyen-Orient, avec une denrée rare et précieuse dans cette partie du monde : l'eau. Elle est un pôle d'attraction pour les anciennes républiques socialistes musulmanes de l'ancienne URSS, qui pourraient être attirées par les sirènes de l'islamisme le plus radical. Actuellement, la Turquie constate qu'elle n'est plus utile à l'Occident face à la menace du Nord. Aussi, le désir de la Turquie de travailler avec l'Occident face à la menace que représente l'islamisme, est plus incertain que ne l'était sa volonté d'être à nos côtés contre la menace soviétique.

- Et puis la Chine et l'Inde, deux géants aux forces considérables qui n'hésiteront pas à bousculer l'ordre établi pour se faire une place sur l'échiquier mondial.

- Enfin, la Méditerranée, dont l'avenir est incertain et qui doit être l'objet de toute notre attention. Attardons-nous sur cet ensemble Euro-Méditerranéen qu'il faut sans cesse régénérer et gérer.

L'Europe n'a pas encore pris conscience des enjeux qui traversent la Méditerranée

L'Europe a-t-elle pris conscience des enjeux qui traversent la Méditerranée ? A-t-elle enfin admis qu'une politique hésitante fondée tantôt sur l'indifférence, tantôt sur l'assistance n'est plus adaptée ? A-t-elle la volonté de mettre en place une zone de partenariat euro-méditerranéenne avec des moyens adaptés et des structures rénovées ? A toutes ces interrogations, en l'état actuel des choses, il est difficile de répondre par l'affirmative. Si les intentions manifestées, notamment à Barcelone sont louables, les modalités pour atteindre les objectifs sont plus limitées.

Revenons sur les enjeux. Quels sont-ils ? Ils sont de trois ordres : démographique, économique et politique.

Enjeux démographiques

- Sur le plan démographique : une formidable pression pousse à la migration vers le nord.

- Les pays méditerranéens non membres de l'Union devraient voir leur population s'accroître de 58 millions au cours de la présente décennie. Durant la même période, la population de l'Union Européenne n'augmentera que de 5,5 millions, soit dix fois moins.

- Alors qu'en 1959 la population du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Egypte était équivalente à la population française, elle sera égale en 2025 à celle des six pays fondateurs de la CEE avec 196 millions d'habitants, dont 65 millions de moins de quinze ans, au lieu de 32 millions pour l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce.

- En 1950, les 2/3 des riverains habitaient la rive Nord de la Méditerranée, dans 25 ans, 2/3 habiteront la rive Sud.

Par rapport aux 375 millions sans progression notable de l'Europe des 15, les états du nord de l'Afrique, la Turquie et les états du Levant représenteront 380 millions d'individus en 2025, 380 millions de pauvres ou 380 millions de consommateurs ! Le sort de l'Europe en subira le contre coup.

Enjeux économiques

- Sur le plan économique : la Méditerranée est une zone de dépression. Le chômage et l'exclusion progressent massivement.

- Le P.I.B. de l'ensemble des pays de la rive Sud équivaut à celui de la Grèce et du Portugal.

- Actuellement, l'écart est de 1 à 10 entre la rive Nord et la rive Sud pour le revenu par tête d'habitant et passerait de 1 à 20 en 2010 si, selon un scénario optimiste de la Banque Mondiale, le taux de croissance de ces pays était de 3 % jusqu'en 2000 et de 5 % de 2000 à 2010.

- A la même époque, le Produit Intérieur Brut de 7 millions d'Israéliens équivaldrait à celui de 134 millions d'arabes.
- Si on fait abstraction du pétrole, les 260 millions d'habitants des pays tiers méditerranéens exportent moins que les 5 millions de Finlandais.
- En 1993, le Produit Intérieur Brut était de 22.000 dollars par habitant en France, et de 775 dollars en Egypte. En 1993, l'économie des pays non-européens en Méditerranée avait un P.I.B. de 380 milliards de dollars, soit 5 % du P.I.B. de la Communauté.

Enjeux politiques

- Sur le plan politique : du Maghreb à la mer Noire, on assiste à une montée de l'islamisme politique en alternative à la crise de légitimité du nationalisme arabe. Or, l'islamisme est un produit exportable et la montée de l'intégrisme n'est pas réservée à l'Islam.
- L'implosion des Balkans est vécue comme un aveu d'impuissance de l'Europe. Les images de guerre partent de notre continent, les images de paix nous reviennent de Washington.

L'Europe semble exclue de la Méditerranée

- Le processus de stabilisation au Moyen-Orient, dans le cadre d'un pacte de paix israélo-arabe s'effectue sous direction américaine. La visite du Président des Etats-Unis, Bill Clinton, en Israël, à l'issue du sommet de Charm el-Cheikh et sa participation exceptionnelle au Conseil National de Sécurité, les images de Camp David, en sont une éloquente démonstration.,L'Europe semble désormais hors-jeu dans cette partie de la Méditerranée.
- La conférence de Barcelone n'a pu corriger le syndrome d'exclusion, né de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient, où l'Europe a été marginalisée dans ce processus alors qu'elle est un acteur majeur de cette région.
- Au Proche-Orient, la diplomatie américaine tient l'Europe pour quantité

négligeable. Elle demande à l'Europe essentiellement de signer des chèques et réserve à Bill Clinton les effets d'annonce et les signatures à grand spectacle.

Face à ce défi, la Communauté Economique Européenne avait certes ressenti la nécessité de définir une politique méditerranéenne globale. Des accords de coopération avaient été signés avec les pays du Maghreb en 1976, puis avec ceux du Machrek, des avantages commerciaux et financiers avaient été accordés.

Depuis 1976, l'Europe a une politique méditerranéenne sans envergure

Au départ, ces accords s'expliquaient par le climat politique de l'époque marqué par un sentiment de culpabilité à l'égard de pays sortant d'un système colonial, par la montée du prix du pétrole et par l'illusion qu'une dynamique de développement pouvait être impulsée à partir d'avantages commerciaux et financiers consentis par les pays développés.

Par la suite, une politique méditerranéenne dite renouvelée, a été adoptée, mais elle ne comportait aucune vision globale en partie à cause des divergences d'intérêts, à court et moyen terme entre pays membres de l'Union. Enfin, vint la conférence de Barcelone, où l'Europe proposait d'établir avec les pays méditerranéens, un espace euro-méditerranéen fondé sur un partenariat global. Peu à peu a percé l'idée que les efforts politiques à déployer pour créer une zone de paix, de stabilité et de sécurité en Méditerranée étaient indissociables d'une croissance économique et d'un développement mieux répartis.

La conférence de Barcelone : une bonne idée, des moyens peu adaptés

La conférence de Barcelone a permis, pour la première fois dans l'histoire, que se rencontrent, l'ensemble des pays de l'Union Européenne et des pays tiers méditerranéens.

Elle a permis de mettre autour d'une même table des gens qui ne se fréquentent guère. L'accent n'a pas été assez mis sur un très grand moment

de diplomatie, lorsque le représentant d'Israël a interpellé le représentant de la Syrie sur le Golan, ce dernier n'est pas resté muet, il a répondu.

Mais au-delà de ces moments d'intense émotion, Barcelone n'a pas été à la hauteur des enjeux en limitant les propositions à des programmes de coopération sectoriels, des protocoles financiers en augmentation et en présentant comme clé de voûte du système à construire «une zone de libre-échange».

Le libre-échange peut avoir des effets pervers dangereux

La formule du libre-échange a été présentée comme la vraie solution. Est-elle la solution miracle ? L'intérêt du libre-échange entre deux zones de niveaux de développement très différents est loin d'être établi notamment pour le partenaire le plus faible. Le bilan avantages-coûts du système envisagé est incertain pour les pays méditerranéens. Compte tenu de l'ouverture quasi totale du marché européen aux produits industriels méditerranéens, le libre-échange se résume alors à l'ouverture des marchés méditerranéens aux produits européens. Cette asymétrie fait que les effets négatifs du libre-échange joueront à court terme, tandis que les effets positifs plus incertains ne se feront sentir qu'à plus long terme. La «déprotection» risque d'entraîner pour la rive Sud, un manque à gagner fiscal, un déficit du commerce extérieur et un déficit budgétaire qui imposeront un effort de stabilisation et d'ajustement qui portera inéluctablement sur les dépenses d'investissement et probablement sur les dépenses à caractère social : santé, éducation, logement. Tout cela aura finalement, je le crains, des conséquences négatives sur l'emploi, et des effets accélérateurs sur l'immigration qui serait utilisée comme variable d'adaptation.

Si cette spirale n'est pas bloquée par les effets dynamiques attendus de la libéralisation, par l'engagement de crédits publics nécessaires à une politique de mise à niveau pour les entreprises et d'accompagnement pour les infrastructures, la formation et la recherche, et surtout par l'entrée massive de capitaux extérieurs favorisant l'investissement direct, alors les effets

constatés seront contraires à ceux attendus. Nous risquons en plus, une déstabilisation qui pourrait ouvrir la porte à toutes les aventures.

Mieux gérer les crédits publics

Mieux attirer les capitaux privés

Comment atténuer les effets négatifs de cette proposition et favoriser un développement rapide ? La réponse tient en deux points : comment mieux utiliser les crédits publics pour les mises à niveaux, les ajustements et les investissements d'accompagnement ?

Comment attirer les capitaux privés pour la mise en place d'un partenariat industriel et technologique ?

Grâce aux efforts de la France et de l'Espagne à Cannes, en juin 1994, le Conseil est parvenu à un accord sur les engagements financiers extérieurs de l'Union qui prévoit un doublement pour la période 1995-1999 des crédits consacrés à la région méditerranéenne, soit 4,685 milliards d'écus (désormais d'euros). Fabuleux, selon les uns, insignifiants selon les autres. Pour trancher, il faut aussi comptabiliser les différents financements alloués par les Etats de l'Union Européenne à leurs homologues de la rive Sud. Cela dit, le vrai problème ne réside pas tant dans la quantité de crédits, que dans l'efficacité de leur utilisation. La coopération euro-méditerranéenne pêche par excès de bureaucratie et par une absence de communication en direction des opérateurs privés. Les procédures lourdes sont souvent inefficaces. Les affectations de crédits ne sont pas toujours respectées et de bonnes intentions au départ peuvent se traduire par de mauvaises utilisations sur le terrain.

Comment attirer les capitaux privés

Outre les crédits publics, l'apport des investissements directs privés apparaît comme une condition indispensable à la réussite de la zone de libre-échange.

Pour le moment, les efforts sont plus que modestes. A titre de comparaison,

pour l'ensemble des pays européens, les investissements privés directs sur la Méditerranée sont près de sept fois moins élevés que les investissements américains au Mexique. D'autre part, 94 % des investissements directs à l'étranger des entreprises françaises s'orientent vers les pays de l'OCDE. A la fin des années 80, la ventilation du stock d'investissements français à l'étranger faisait apparaître comme premier pays tiers méditerranéen, le Maroc à la 26^e place avec 0,2 % des investissements, l'ensemble du Maghreb représentant 0,45 % ! Enfin, entre 1986 et 1992, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte et la Turquie ont reçu de la part des pays européens l'équivalent de 80 % des investissements directs nets reçus durant cette même période par la seule Malaisie. Les sommes mises en jeu pour opérer la réunification de l'Allemagne se sont élevées à 750 milliards de marks en 5 ans, soit plus de 2.500 milliards de francs.

Cela dit, pour réussir, il faut avant tout que les pays tiers méditerranéens donnent des signes de bonne volonté en matière de finances publiques et de politique monétaire. Il leur appartient de créer les conditions favorables au développement du partenariat, en commençant par une certaine stabilité politique.

Capter les capitaux privés impose des politiques intérieures lisibles et rentables.

Il appartient aussi aux pays du Sud d'avoir des politiques fiscales

Les pays du Sud doivent s'attaquer à une réglementation encombrante, à l'insuffisante qualité des infrastructures, à des marchés financiers sous-développés, à des marges d'intermédiation élevées. Ils doivent améliorer le secteur public et renforcer leur administration judiciaire et fiscale.

Pour drainer des fonds privés, cette région doit avoir une position claire sur la carte financière internationale. Actuellement, les ressources multilatérales restent prisonnières de circuits surchargés et bureaucratiques. Les investisseurs privés, du fait aussi de l'absence de véritable promotion de la zone sont réticents à investir, comme l'est l'épargne non résidente, faute de

garanties en matière de sécurité et d'anonymat.

Pourtant, des ressources financières existent, mais il faut mettre en place des instruments capables de permettre la jonction entre les besoins et les ressources des deux rives.

Les ressources existent, il faut des instruments financiers adaptés

Pour ce faire, il faut instituer un dispositif fondé sur un réseau de sociétés correspondant aux différentes demandes, appuyé par un fonds mère chargé de drainer différentes ressources et dont la gestion serait privée, de type banque d'affaires.

On peut imaginer différents fonds : sociétés de capital risque, fonds de capital de développement, fonds boursier, fonds d'infrastructures, fonds de privatisations qui pourraient faire appel à des ressources de type public et à des capitaux détenus par les nationaux des pays tiers méditerranéens qui se sont fixés à l'extérieur. Selon les experts, ces capitaux sont évalués à 82,6 milliards de dollars pour l'Egypte, à 35 milliards de dollars pour l'Algérie, à 9,6 milliards de dollars pour le Maroc, à 6,2 milliards de dollars pour la Jordanie et à 4,5 milliards de dollars pour la Tunisie, soit un total de près de 140 milliards de dollars, environ 700 milliards de francs.

Les territoires autonomes palestiniens nagent dans un océan de liquidités. Depuis mai 1994, les 12 banques qui ont ouvert 57 succursales ont collecté plus de 1 milliard de dollars, la moitié appartient à des Palestiniens de l'intérieur. A Barcelone, pragmatique, la délégation britannique a présenté une proposition concrète : charger la Commission Européenne d'étudier pays par pays et en fonction de projets spécifiques, les moyens d'accroître le flux d'investissement dans les pays du Sud de la Méditerranée.

Les Etats ne sont pas les seuls décideurs

Il est bien évident que les Etats sont loin d'être les seuls décideurs. Les décisions que prennent les investisseurs privés sont tout à fait capitales. Or, eux-mêmes, à supposer qu'ils fassent le choix de concevoir des partena-

riats entre les deux rives de la Méditerranée, doivent faire face à de redoutables contraintes économiques qui limitent considérablement leur marge de manœuvre.

Dans ce monde en crise, les décideurs réfléchissent dans un environnement international marqué sans doute plus que jamais, par l'internationalisation et donc par une concurrence encore plus âpre.

Pourquoi ne pas recycler la dette ?

Dernière source de financement possible : la gestion de la dette. Depuis 1970, les pays tiers méditerranéens ont remboursé chaque année 30 à 40 milliards de plus qu'ils n'ont reçu des pays de l'OCDE. Entre 1980 et 1989, leur dette est passée de 470 à 1.000 milliards de francs. Pour la période 1989-1992, le service de la dette du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie s'est élevé à 228 milliards de francs.

Faut-il reprofiler ? Faut-il rééchelonner ? Le Président de la République tunisienne a proposé de recycler la dette. Le service de la dette serait réinvesti sur place, en coopération avec le pays créateur. Pourquoi, par exemple, ne pas demander que ces sommes soient réinvesties dans la dépollution de la Méditerranée ? A quoi nous servirait-il de constituer une zone de prospérité autour d'une mer morte ?

Un problème ne retient pas assez l'attention, c'est celui de la protection de l'environnement qui touche à la qualité de vie et à nos activités.

L'importance des côtes pose de graves problèmes écologiques. La nature méditerranéenne est fragile. Fragilité des sols, fragilité du climat et elle résiste mal à la surcharge littorale.

Aux 150 millions de citoyens, il faut ajouter 110 millions de touristes. Les uns atteindront 350 millions et les autres 200 millions en 2025.

La mer est fragile. Avec 1 % de la surface du globe, la Méditerranée concentre entre 13 % et 25 % de la pollution par les seuls pétroliers, à quoi s'ajoute la pollution urbaine. 70 % des eaux d'égouts ne sont pas traitées et les quatre grands fleuves le Pô, l'Ebre, le Rhône, le Nil, charrient les rejets

industriels importants. Ces enjeux exigent une action concertée.

L'agriculture, un secteur oublié

Un secteur enfin semble quelque peu oublié : l'agriculture. Le bilan des échanges agro-alimentaires montre que l'Europe importe surtout des fruits et des légumes, pour lesquels ses partenaires du Sud de la Méditerranée disposent manifestement d'avantages comparatifs, mais cela ne doit pas nous faire oublier que leur forte croissance démographique ouvre de vastes perspectives à nos propres exportations de céréales, de viande, de sucre et de produits laitiers. Faute de pouvoir développer une politique agricole commune en Méditerranée, il nous faudrait donc lancer un processus de «coopération réfléchie» débouchant sur une meilleure organisation des productions et sur une solidarité commerciale au sein du marché mondial. En cas de silence, nous courons le risque d'accords dispersés allant à l'encontre du but poursuivi et surtout nous mettrions en difficulté nos propres productions méditerranéennes.

Le suivi de Barcelone sera plus important que la conférence elle-même

La réussite du partenariat dépendra désormais de la volonté de poursuivre les travaux entrepris à Barcelone et de leur donner une dimension supérieure si pour le bon fonctionnement de cet ensemble euro-méditerranéen, il n'est pas nécessaire de créer des institutions lourdes, du type de celles de Bruxelles. Il faudra cependant mettre en place un secrétariat léger, des réunions de ministres et d'experts ainsi qu'une formule permettant aux parlements nationaux de suivre le cheminement des dossiers. J'ai avancé une proposition en ce sens. Pour le moment, elle ne semble pas avoir retenu l'attention. Je persiste à penser qu'elle est indispensable, le temps presse.

Il faut un lieu d'échange, spécifique à la Méditerranée

Mais il faudra aussi et surtout un lieu propre d'échange et de dialogue pour

les seuls pays méditerranéens. Par ailleurs, ceux-ci ne doivent plus dépendre pour l'organisation de réunions les concernant, d'invitations extérieures. Rappelons-nous la conférence de Casablanca où les Européens ont joué les figurants et celle d'Amman, officiellement co-parrainée par les Etats-Unis et la Russie avec «le soutien» de l'Union Européenne, du Canada et du Japon, ce qui en d'autres termes, signifiait : «que l'Europe dégage des crédits, nous saurons bien comment les dépenser» ! De plus se répand, dans le monde entier, un nouveau concept, sous le joli sigle de MENA, c'est-à-dire dans la langue des Beatles «Middle East North Africa» ce qui, en français, italien, espagnol ou arabe, signifie «Méditerranée». Il est temps que nous nous reprenions.

Paul Valéry avait raison d'écrire que l'Europe n'aspire qu'à être «un petit cap de l'Asie, dirigé par une commission américaine». Je ne reproche rien à nos amis Américains, au contraire je les envie, car ils ont une vraie stratégie pour la Méditerranée !

Les Américains ont une vraie stratégie

Ainsi en Algérie, les Etats-Unis ont changé assez brutalement de politique. L'administration de Bill Clinton semblait considérer comme inévitable l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement islamiste. Robert Pelletrau Jr, Secrétaire d'Etat Adjoint pour le Proche-Orient et ancien Ambassadeur à Tunis, s'est rendu en visite officielle à Alger. Cela a été interprété comme un coup de pouce au régime du Président Liamine Zéroual, cette visite a coïncidé avec un soudain regain de passion des grandes sociétés internationales pour le Sahara Algérien. Et autre coïncidence, ce sont les compagnies américaines : Arco, Anarco, Schlumberger qui se sont taillées la part du lion dans l'ouverture du Sahara aux investisseurs étrangers.

Enfin, à Barcelone, l'accent n'a pas assez été mis sur le volet humain, social et culturel. Car en toile de fond, il y a l'incompréhension culturelle, les souvenirs amers, les rêves contradictoires, les références idéologiques, parfois le mépris et la haine qui lui répondent. Il faut créer les conditions de

l'échange marchand, mais il faut surtout avoir le souci de communiquer.

Le volet humain, social et culturel ne doit pas être négligé

Il y a là une urgente nécessité pour lutter contre les malentendus qui érigent des barrières entre les populations, pour combattre la tentation du repli qui guette, d'échanger les savoirs et les idées, de chercher ensemble et confronter les visions du monde, d'écrire de la même façon l'histoire contradictoire que nos peuples ont vécu et qu'aujourd'hui chacun écrit à sa manière, d'esquisser des projets communs et peut-être demain des rêves complémentaires.

Il ne s'agit pas de dire que la Méditerranée est d'abord et uniquement culture, mais de dire que le marché ne fait pas tout et que parfois il ne peut rien, si l'échange culturel n'est pas cultivé.

Nous ne pouvons nous ignorer mutuellement

L'islam a mauvaise presse en Occident, et l'Occident n'a pas la côte en terre musulmane, il est vrai que nous sommes passés des tableaux de Delacroix, aux images de CNN. Malgré les mises en garde, l'amalgame se fait vite entre islam et islamisme, entre Occident et impiété.

Nous ne pouvons pourtant nous offrir le luxe de nous ignorer mutuellement, nous sommes condamnés à aller les uns vers les autres sans pour autant renier nos propres valeurs. Il faut en permanence dégager un message de convivialité, de paix et de tolérance. Le pessimisme de la lucidité ne doit pas paralyser notre volonté, mais l'aiguillonner.

Il faut rapidement construire un ensemble

L'Europe doit prendre conscience qu'elle ne peut plus considérer sa périphérie méridionale comme une banlieue peu fréquentable, voire dangereuse. Elle doit apporter à son développement une attention particulière, sans quoi la concurrence des pays d'Europe de l'Est et d'Asie la reléguera durablement dans un sous-développement qui hypothéquera la stabilité de

toute la région. Il y a là un potentiel de désagrégation sociale et de révolte qui pèse sur les sociétés des deux rives.

L'Europe elle-même serait menacée, y compris dans la mise en place de son projet interne. «Go west young man», disaient les Américains à leurs enfants. «Allez à la rencontre du Sud», c'est la recommandation que les Européens devraient faire à leurs enfants. C'est de là que tout peut repartir. La création d'activités et d'emplois peut nous revenir du développement et de l'enrichissement de nos zones périphériques. La construction d'un ensemble euro-méditerranéen ne relève pas d'un acte de générosité, elle est aussi un acte intéressé qui peut nous aider à résoudre en partie nos propres difficultés économiques et sociales.

Face à l'ensemble des risques qui pèsent sur la Méditerranée, l'Europe est confrontée à deux impératifs : d'une part, lever ce qui peut apparaître comme des indéterminations de sa démarche stratégique avec les incompréhensions qu'elle suscitait, d'autre part, ne pas résumer son engagement collectif en faveur d'un véritable partenariat à la hauteur des objectifs et des moyens déjà arrêtés.

Cette responsabilité première de l'Union Européenne liée au trop évident déséquilibre des forces, ne signifie pas de moindres efforts des pays partenaires. L'essentiel des politiques d'ajustement reposera toujours, bien entendu, sur eux.

La Méditerranée mérite une réalisation spécifique

Enfin, il ne faudrait pas que les acteurs de la rive Sud soient réduits au rôle de participants obligés à une construction conçue ailleurs. Il y aurait danger à ce que, par mimétisme inconscient ou par rêve débridé, on envisage de construire à partir de réalités disparates qui entourent la mer commune, un agrégat économique-politique, du style de celui qui se développe en Europe. La Méditerranée a besoin d'une politique qui ne relève pas du prêt-à-porter, mais du sur-mesure, en faisant bien attention de respecter des équilibres. A

Barcelone, la tentation fut grande de marginaliser le Maghreb, et de faire converger l'essentiel des efforts autour du Jourdain, du Sinaï et du Golan.

Seul cet ensemble sera porteur de paix et de prospérité

Si la construction de cet ensemble n'est pas perçue par tous les peuples de la région comme porteuse de paix et de progrès, si elle se révèle incapable de réduire l'écart entre les deux rives de la Méditerranée, les incompréhensions pourraient se muer en déchirures. Pour combattre nationalismes et intégrismes, il ne suffit plus de mettre une poignée d'euros sur la table, il faut une action globale fondée sur des valeurs de liberté et de solidarité, une vision globale, un souffle, c'est à la France de trouver le ton juste et d'entraîner l'Europe.

Epilogue

«Les noces du savoir et de la matière grise»

Le 3 décembre 1999, j'avais été invité à intervenir lors d'un colloque international organisé à Alger par le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) réunissant la plupart des ambassadeurs étrangers en poste à Alger, des responsables du monde politique, économique et culturel du Bassin Méditerranéen. Son ambition était de provoquer débats et réflexions, et de dégager des propositions sur l'avenir de la Méditerranée à l'orée du XXI^e siècle.

Il m'avait été proposé de traiter le sujet suivant : «Méditerranée : reconstruction d'une matrice».

Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Monsieur le Président, Cher Ami,

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous remercier de m'avoir invité à partager vos travaux.

Je voudrais vous dire, ainsi qu'à toute l'équipe du RCD, combien j'ai été sensible à la chaleur de votre accueil et combien je suis admiratif devant vos efforts, votre enthousiasme pour donner à ce colloque sa pleine dimension.

Je voudrais enfin vous faire une confidence. Une double joie m'habite.

Joie d'être à vos côtés, cher Ami Saïd Sadi, à un moment qui compte pour l'Algérie et pour la Méditerranée. Depuis des années, nous conjuguons nos rêves et formulons des vœux pour que cette région connaisse un avenir radieux. Au cours de nos discussions, dans vos écrits, j'ai toujours apprécié la force de vos convictions, la profondeur de vos analyses, votre perspicacité et votre ténacité. Tout à l'heure en vous écoutant, j'ai été conforté dans ces appréciations ; vous restez fidèle à vous-même. Bravo !

Mon autre joie est celle de me retrouver dans ce pays qui m'a vu naître. Moi aussi je suis un enfant de cette terre, et en débarquant, j'ai retrouvé des couleurs, des odeurs qui ont marqué ma jeunesse. En débarquant, sont remontées à la surface des quantités d'images jaunies d'une enfance heureuse vécue dans ce merveilleux écrin où niche Philippeville, des images radieuses de souvenirs nés sur les terrains de sports d'Alger, Oran, Blida, Bougie, Constantine, Bône et j'en passe. Ceci dit, **Monsieur le Président, vous me proposez de traiter le sujet suivant «Méditerranée : reconstruction d'une matrice». Sujet difficile, vous me demandez en m'ap-**

puyant sur le passé de faire œuvre d'imagination. Je vais essayer de répondre à votre attente.

La Méditerranée est marquée du sceau de la nostalgie. Elle a été le centre du monde. Elle a même été le «Monde». Ici sont nés : la dialectique, la démocratie, la République, le Droit. Ici sont nés : le Coran, le Talmud, la Bible. Elle a été le Monde sur le plan des échanges économiques, des inventions, des découvertes, de l'art, de la littérature... L'Europe, elle-même, naquit en Méditerranée.

Mais aujourd'hui, pour certains analystes internationaux, elle n'a ni présent, ni avenir. On la décrit comme affaiblie par l'épreuve du temps, essoufflée par l'accélération et la vitesse des changements, paralysée, épuisée par ses conflits et ses divisions. Dans les principales instances internationales, elle n'a pas d'existence propre. On ne la retrouve ni dans les institutions financières, ni dans les organisations politiques, ni dans les alliances militaires.

Mais pour nous, Méditerranéens, elle est et reste une communauté de destin, une espérance à partager.

Le déclin de la Méditerranée au XX^e siècle ne doit pas nous faire renoncer à la voir renaître au XXI^e siècle. N'est-elle pas, et j'en suis profondément persuadé, en mesure de jouer un rôle majeur dans la nouvelle organisation du monde ?

Pour ce faire, il nous faut reconstruire une matrice en partant bien sûr de celle qui a traversé le temps et ceci entraîne une double interrogation.

A quelles fins reconstruire ? Et comment reconstruire ?

A quelles fins reconstruire ?

Cette fin de siècle est marquée par le passage de l'ordre de la bipolarité au désordre de la multipolarité, accentué par la peur de la globalisation et de l'homogénéisation.

Pour éviter la marginalisation face aux super-puissances, la grande

Amérique, le Sud-Est Asiatique, face aux deux géants qui commencent à émerger, la Chine et l'Inde, l'Europe et la Méditerranée, en tant qu'ensemble, doivent mettre en œuvre un vrai projet d'insertion, car me semble-t-il, la solution n'est pas uniquement euro-européenne, elle n'est pas non plus arabo-arabe, elle est fondamentalement euro-méditerranéenne. Désormais, le sort des deux rives est en étroite dépendance. Dès lors, comment faire pour que chacun puisse y jouer un rôle majeur et dépasser les contradictions politiques, économiques, culturelles qui s'avèrent d'une grande complexité, au nom des intérêts communs de l'ensemble.

Enfin, il paraît évident que le naufrage de la Méditerranée sonnerait le glas des espoirs de l'Europe de résister à la domination du Pacifique, à la globalisation «made in America», à l'avènement de la Chine et de l'Inde.

Et ceci m'amène à la deuxième interrogation : comment reconstruire la matrice ?

Lorsqu'on passe au scanner l'histoire de la Méditerranée, les analyses laissent apparaître que la matrice de ses âges d'or était constituée de plusieurs éléments fondamentaux. J'en ai retenu cinq : le conflit, le commerce, la connaissance, la communication, la culture.

Le **conflit**, aussi loin que l'on remonte dans le temps, le conflit fait partie du décor : Perses contre Grecs, Rome contre Athènes, Byzance contre Rome, et nous pourrions ainsi en égrainer des dizaines jusqu'aux conflits inter-étatiques et intra-étatiques de notre époque.

Si les périodes de paix coïncidaient avec les grandes avancées de notre histoire, les conflits, les envahissements, les croisades, les expéditions n'ont jamais empêché durablement navigateurs, commerçants, hommes de sciences, de suivre, de diffuser richesses et savoirs ou de les copier. Chacune à leur façon, la guerre et la paix étaient prolifiques.

Aujourd'hui, nous le constatons, le conflit est réducteur, destructeur, ravageur. Aujourd'hui il n'apporte que la mort et il écarte sans ménagement les ingrédients indispensables à tout développement : les capitaux et les savoirs.

Ainsi, si au cours des cinquante dernières années nous analysons les parcours et les performances du Sud-Est Asiatique et de la Méditerranée, nous constatons une évidence. Alors que le premier dans une zone apaisée engendrait des dragons, le second, déchiré par ses conflits de voisinages, le terrorisme, les affrontements Est-Ouest, les déséquilibres Nord-Sud engendrait des régressions, de la misère et des larmes, et se marginalisait.

Ainsi, si nous devons apporter une première modification génétique à notre matrice initiale, ce serait l'instauration d'une paix durable. «Sans une Méditerranée apaisée, pacifiée, l'avenir sera difficile».

Commerce, connaissance, communication : aujourd'hui, tout se tient.

La Méditerranée a toujours été un carrefour d'échanges. Les Crétois, les Phéniciens,... ne cessèrent de charrier leurs productions, le blé, le riz, les métaux, le marbre, le bois, l'huile, les objets métalliques, les minerais, les pierres précieuses, ... Au XIX^e siècle, les cités cosmopolites s'épanouissent parce que l'Europe industrielle et conquérante veut unir les deux bords dans une même unité de civilisation : Salonique, Smyrne, Beyrouth, Haïfa, Alexandrie, Tunis, Alger, Naples, Marseille, Tanger redeviennent des grands ports et des cités d'une grande prospérité.

Aujourd'hui, la Méditerranée charrie du pétrole en transit, des produits agricoles contingentés et dans un schéma asymétrique, à l'avantage de la rive Nord, des biens de production et de consommation venus généralement d'ailleurs.

L'idée d'une zone de libre-échange favorisant le développement, émise à la conférence de Barcelone, peut être satisfaisante sur le plan de la rhétorique, mais elle ne pourra trouver sa pleine expression que si des investissements directs viennent sur la rive Sud créer des activités pour compenser les destructions économiques et les destructions sociales que le système va inéluctablement engendrer.

Pour ce faire, faut-il que les détenteurs de capitaux acceptent le pari

en le considérant sans risques majeurs ? Et certains posent cette question : «Pourquoi les 700 milliards de capitaux détenus par les nationaux des pays tiers méditerranéens se sont-ils fixés à l'extérieur et ne viennent-ils pas s'investir ici ?»

La paix, le savoir, le savoir-faire, ces trois ingrédients indispensables à la réussite, échappent à cette région. C'est une partie de la réponse.

La connaissance et la communication ont été deux piliers essentiels de nos périodes brillantes. L'exemple d'Al Andalous est parfaitement significatif. Durant cette période, explosèrent l'astronomie, la physique, la chimie, la médecine, la géographie, l'architecture, la botanique et j'en passe.

Les savants de cette époque savaient aussi communiquer. La communication se faisait par la traduction. Ainsi au XIII^e siècle, les centres de traduction et d'enseignement se sont multipliés, de Palerme à Oxford, de Cordoue à Paris, de Murcie à Montpellier.

Aujourd'hui, la maîtrise de la production et du traitement de l'information reste la clef du monde à venir. Aujourd'hui, le savoir c'est le pouvoir.

A l'heure des satellites, le clivage est maximal entre ceux qui peuvent accéder à une information pléthorique, donc libre, et les autres.

Les trois quarts de la population du globe souffrent d'une carence d'information et surtout de l'information utile, celle indispensable au développement. S'ils ne partagent pas, les privilégiés de l'information risquent de rencontrer des formes de violence qui, fondées sur l'orgueil blessé, se traduiront par le repli sur soi, les nationalismes et les intégrismes. L'Europe doit impérativement intégrer dans son approche de la Méditerranée, ce paramètre. D'autant qu'une des chances de l'Europe dans cette course à l'intelligence est d'avoir à ses côtés une Méditerranée possédant une richesse essentielle pour la réussite d'un destin commun.

Généralement en termes de richesses, on pense au pétrole, au gaz, mais il y a mieux, beaucoup mieux. Il y a un trésor inestimable, c'est la jeunesse des pays du Sud. Il y a là un formidable gisement de matière grise

qui, bien formé, constitue un extraordinaire potentiel d'imagination qui est la mère de l'innovation et de la création.

Le Nord a des savoirs, des savoir-faire, le Sud possède une merveilleuse jeunesse. Si nous savons partager, conjuguer, unir, alors l'avenir sera à nous.

La nouvelle matrice devrait nous permettre de faire surgir un homme éduqué, ouvert à l'innovation, capable d'agir dans un espace où la rapidité d'intervention devient la carte maîtresse. Cet homme sera plus individualiste, plus soucieux de ses libertés.

Et au moment où Internet constitue un formidable réservoir de connaissances, un immense bazar où l'on peut, par le commerce électronique acheter et vendre ce que l'on veut, il faut que nous replaçions l'homme au centre de la scène.

Nous devons, nous Méditerranéens, faire en sorte que l'histoire redonne sa place à la politique.

Enfin deux mots sur la **culture**.

Il existe un climat méditerranéen, des paysages méditerranéens, des traditions méditerranéennes, une vie, un art de vivre, bref une culture méditerranéenne à l'intérieur des cultures si diverses qui la traversent.

Il faut extirper de notre matrice, l'idée qu'une identité doit exclure l'autre. Parfois se trouvent en nous deux identités, nous devons les rendre complémentaires.

Il nous faut comprendre et admettre qu'avoir plusieurs racines est mieux qu'en avoir une seule. Cela permet de vivre dans l'enrichissement ce qui peut être vécu comme un déchirement.

Le temps nous est compté, nous devons impérativement réussir dans notre entreprise de cet ensemble Euro-Méditerranéen.

L'erreur de l'Europe serait de continuer à juger dans l'instant et non sur la durée, d'avoir de cet enjeu une vision politique et non géostratégique. L'absence d'une dynamique méditerranéenne globale limiterait sérieuse-

ment les effets d'une dynamique strictement européen-européenne. Nos sorts sont liés.

A un moment où nos cultures sont en passe de devenir des sous-cultures, conséquence de la mondialisation de l'espace culturel par les hyperpuissances dominantes, nous devons conjuguer nos efforts pour que notre puissance permette à nos cultures de continuer à s'exprimer.

Dans ce parcours commun, il est essentiel que la Méditerranée pollinise en permanence l'espace européen, car il y a en Méditerranée, une civilisation, une culture, un humanisme, un sens des rapports humains qui se perdent dans les sociétés «dites avancées».

Nous devons construire un modèle dans lequel l'homme serait une fin et non un moyen.

Quant à la matrice, Monsieur le Président, pour répondre à votre question, je l'imagine constituée de paix, de savoir, d'ouverture à l'autre, de modernité, de respect des identités, pour un destin partagé avec un personnage central : l'Homme.

Table des matières

Prologue	7
Magique !	9
Préliminaires	13
La Méditerranée une et plurielle	15
Un baptême tardif	15
Des dimensions étonnantes	15
Un complexe de mers, d'îles et d'îlots	16
Un espace géopolitique unique	18
Une démographie galopante	19
Typologie	20
Points de vue	23
Si mes gènes...	23
Grandeur et vanité	25
Prolégomènes	31
I - L'avenir n'est écrit nulle part	33
L'histoire est finie	33
Une nouvelle émergence	34
Un espace sous influence	34
Les impulsions de la France	36
II - Un désir d'agir	38
Réussir ensemble	38

Dialogues méditerranéens	39
Conférence internationale d'Athènes – 9 avril 1992	49
Réunir pour avancer	54
Un groupe parlementaire	54
Les Collectivités territoriales	55
Et le Sud, alors ?	55
Migrations et partenariat	57
L'Europe enfin !	64
Un nouveau contexte	64
Des intentions mais peu de volonté	65
Débat sur l'Europe	65
Attention à la déchirure	70
La politique européenne	70
Interrogations sur les finalités stratégiques	74
Euro-Méditerranée, une région à construire	75
Barcelone 1995	85
Un partenariat ambitieux, des moyens limités	85
L'Europe devra se repenser au Sud	87
Barcelone, 5 ans après : un bilan mitigé	103
Discours prononcé le 8 septembre 2001 à Tipasa	103
Barcelone 2005 – Les illusions perdues	120
Nouvelles présences et absences remarquées	120
Mauvaise humeur, mauvaise ambiance	121
Des freins bloqués	123
Réflexion autour du processus de Barcelone	123
Un contexte transformé	131
Le réveil de l'Europe	131
Le 11 septembre et le terrorisme	132
Les écarts se creusent	132
Des mécanismes défectueux	133
Une sortie de scène manquée	134
Le sommet des frustrations et des incompréhensions	134

Repenser le processus	135
Le processus Barcelone survivra-t-il ?	136
La politique européenne de voisinage (PEV)	137
Les objectifs	137
Couverture géographique	138
Petites précisions :	138
Fonctionnement	139
Financement	141
Le ballet des prédateurs	145
I - Les Etats-Unis «Pour la défense de la liberté»	149
Les étapes d'une stratégie	149
1944 – 1979	149
Le pacte de Quincy	149
La doctrine Truman	150
La doctrine Eisenhower	150
1979 – 2001	151
La doctrine Carter	151
La doctrine Reagan	152
La doctrine George Bush	152
La doctrine Clinton	152
2001 -2006	153
La doctrine de George W. Bush	153
Le Grand Moyen-Orient, «une stratégie osée au service de la liberté».	154
Les approches	154
Le projet	156
Les critiques	157
Un espace hétérogène	162
La réunion du G8, les 8-10 juin 2004 à Sea Island (Etats-Unis)	163
Le rôle de l'OTAN dans le Grand Moyen-Orient ...	164
Quel avenir pour le Forum ?	168
Etat du développement humain dans la région arabe	169

Un premier bilan	171
La Ligue islamique : une force organisée	174
Démocratie ou islamisme	178
Grand Moyen-Orient	183
Le Maghreb, une région pivot.	190
Du débarquement à la chute du mur (1944-1989) ..	190
Initiative Eizenstat	191
Prendre la relève	193
L'essor des années 2000	200
La Libye réhabilitée	201
Accord de libre-échange Maroc - Etats-Unis	202
Des accords tous azimuts	205
II - La Russie «Le rêve méditerranéen»	207
De l'alliance au retrait	207
16 avril 1955 – A la recherche du Monde arabe ..	208
L'affaire du canal de Suez	209
Retrait de la compétition régionale	209
Les voyages de Vladimir Poutine	210
Poutine va en Israël et reçoit le Hamas	210
Poutine à Alger – Le marché du siècle.	212
Alger – Moscou : l'accord gazier	213
Poutine à Rabat	215
La Russie est de retour	216
La Russie, une alliée obligée	217
III - La Chine «Tout m'intéresse»	219
D'Alger à Johannesburg	219
Razzia sur les marchés	221
Développement de l'industrie, de l'agriculture, des nouvelles technologies... ..	222
Des plus et des moins.	225
Impossible de concurrencer la Chine	226
Le Caire, Tripoli, Nouakchott : présence et activités	227
Tunis choisit la technologie	230
La grande messe pékinoise.	230
Une influence grandissante	234

Le grand échiquier	239
Hydrocarbures et ballets diplomatiques	241
L'Europe, spectateur passif ?	241
L'affrontement des stratégies	242
I - Les Etats-Unis, «s'adapter et contrôler»	243
Le plan Baker réaliste ou utopique ?	243
Les stratégies alternatives	244
L'Iran et le nationalisme arabe	245
Exploiter la division	246
Irak	247
Tout est à reconstruire	248
Face à un monde hostile	249
Les moyens du futur	250
II - La Russie «du pétrole, du gaz et des ambitions»	253
Marginalisée et ragillardie	253
L'offensive de Munich	254
Les déclarations sur Al-Jazira	255
Une visite historique	256
11 février - Riyad	257
12 février – Doha – Qatar	258
13 février – Amman – Jordanie	259
Le gaz et le pétrole : armes stratégiques	262
III - La Chine «A moi l'Afrique»	265
Troisième puissance économique mondiale	265
Une diplomatie tous azimuts	265
Un aimant et un moteur	266
Des vainqueurs et des vaincus	267
IV - L'Inde «conjuguer politique, économie et géopolitique» ..	271
Des performances remarquables	271
La triple alliance	272
Tournée vers le Sud	276
Inde : émergence sous conditions	278

V - Le monde musulman	281
«Divisions et turbulences»	281
Un milliard de fidèles	281
Une double contradiction	281
Un espace mosaïque	282
Une source de tensions	284
Echec des politiques d'union	285
UMA (Union du Maghreb Arabe)	285
La création de l'Union du Maghreb Arabe	288
La ligue arabe	290
Organisation de la Conférence Islamique (OCI)	292
Diversité des islams	294
Une dérive : l'islamisme	297
Les islamistes	297
Les légalistes	297
Les radicaux	298
Le califat et le terrorisme	299
Al-Qaida	302
Les salafistes takfiristes	303
Les affrontements ouverts	304
Les chiites contre sunnites	304
Hamas contre Fatah	305
L'Iran, sûr de lui et dominateur	306
Une ère incertaine	307
VI - Le bloc arabo-asiatique «une aubaine pour deux»	309
Des valeurs partagées	309
A propos de l'Eurasie arabo-musulmane	311
VII - L'Europe «le bateau ivre»	319
Du modèle universel à la finitude	319
L'Europe n'a plus de formes	320
Paralysée par une bureaucratie bruxelloise, étouffante et arrogante	321
Une vision neuve	321
Grande Europe ou grande Suisse ?	322

La France doit relancer l'Europe	323
2007-2008, un grand tournant	324
Un côté anxiogène	325
Réinventer un futur	326
La très grande Europe, une idée neuve à l'échelle du monde	326
Un demi siècle... et une bouteille à moitié pleine	330
VIII - La Turquie «oui ou non ?»	333
Le débat est ouvert depuis 1963	333
Le monde turcophone	334
Décision vers 2017	335
Un sujet complexe	336
Les alternatives de la Turquie	337
IX - La France «la Belle au bois dormant»	341
Reine du monde ?	341
Adaptez-vous	342
Battez-vous !	343
Tout est entre nos mains	344
Vue d'Afrique	344
X - Le pétrole «une odeur violente»	347
Quelques données brutes	347
Crises et violences	348
Une priorité pour les Etats-Unis	349
Préserver le mode de vie	349
Faire face aux réalités	351
Contrôler la Chine et l'Inde	352
Le rôle de la Libye et de l'Algérie	353
La France doit avoir des idées	354
Pays producteurs :	356
Les nouveaux rois du pétrole	357

Quelques pistes de réflexions	361
Elle va mourir... !	363
Un processus dissymétrique	363
Un processus sans fin	363
Un processus dépassé	364
Un processus subordonné	365
Un processus contesté	365
Un processus ensablé	366
Le processus ciblé	366
Les stratégies meurtrières	369
L'ombre du Colonel Thomas Edward Lawrence	369
De l'angélisme au cynisme	371
Tous ensemble, mais chacun pour soi	372
Plus vite, plus haut, plus loin	375
Les crises du Proche et Moyen-Orient	377
Le rêve de Taba*	377
L'inversion des priorités	378
L'Europe doit revenir dans le jeu	379
Les grandes manœuvres Sud-Sud	381
La coalition Brésil, Inde, Afrique du Sud	381
L'Algérie à la recherche d'un leadership sur le Sud	382
Groupe des quinze	385
Relever les défis	387
Un conseil d'ami	391
Epilogue	393
«Les noces du savoir et de la matière grise»	393

Autres regards	405
Points de vue	407
Thierry Fabre	407
Predrag Matvejevitch	412
Paul Valéry	418
Témoignages	429
Mohammed Bedjaoui	429
Habib Boularès	440
Impressions	449
Dominique Fernandez	449
Jean Carrière	453
Jean Daniel	458
Annexes	467
Correspondances	469
Travaux Parlementaires	489
Références	503
Ouvrages	504
Articles de revues	507
Journaux	508
Revue	508
Sites consultés sur Internet	509
Glossaire	510
Table des matières	515

Cartes

Le bassin méditerranéen	18
L'Union européenne et ses voisins	144
Grand Moyen-Orient, la carte des risques	154
Diversité des courants de l'islam	296
Les pays du sud et de l'est de la Méditerranée	514